

Déclaration commune

Dans notre département de l'Essonne, en 2 ans, il y a eu 3 274 élèves supplémentaires et il n'y a eu aucun moyen en assistance éducative supplémentaire ces dernières années. D'autre part, les créations de postes en personnels enseignants sont largement insuffisantes : cette année environ 1 poste pour 80 élèves! S'ajoute à cela aucune création de postes de personnels d'éducation, sociaux, de santé. La situation se dégrade encore plus avec les suppressions de contrats-aidés. Plusieurs établissements ont dû faire face cette année à des situations difficiles en raison de l'insuffisance des moyens pour l'encadrement des élèves. Ces situations vont continuer à se dégrader. Le CTSD de l'ESSONNE demande la création de postes pérennes à hauteur des besoins revendiqués par les personnels.

Vote : Unanimité contre

Vœu 1

"Chaque bachelier doit avoir le droit d'accéder aux études supérieures de son choix. Ce droit doit être garanti par le baccalauréat, premier grade universitaire et diplôme national. Or, avant même que les épreuves aient commencé, des centaines de milliers d'élèves voient leur affectation mise en attente ou tout simplement refusée. Aucun lycéen ne doit rester au bord de la route. C'est pourquoi les organisations syndicales FSU, SGEN-CFDT, FNEC-FO, CGT Education, du CTSD de l'Essonne demandent l'abandon de Parcoursup et l'abrogation de la loi ORE, et la création des postes nécessaires pour accueillir tous les bacheliers.

Vote Pour : FO, SGEN-CFDT, FSU, CGT

Abstention : UNSA

Adopté

Vœu 2

A l'occasion du CTSD de l'Essonne réuni le 7 juin 2018, les organisations FSU, FNEC-FO, CGT Education, SGEN-CFDT et Unsa dénoncent les projets gouvernementaux de remise en cause du paritarisme. Ce dernier constitue une protection des personnels contre l'arbitraire et permet de faire respecter leurs droits. Nous ne pouvons accepter ces propositions qui vont à l'encontre de notre objectif de défense des personnels.

Nous ne pouvons pas plus accepter la sortie des CPE du cadre dérogatoire pour leur représentation en Commission Paritaire.

Affaiblir le paritarisme, c'est une remise en cause des droits des personnels que nous ne pouvons accepter.

Le gouvernement doit, sans attendre, revoir ses propositions.

Vote Pour : FO, SGEN-CFDT, FSU, CGT, UNSA

Adopté à l'unanimité